

# **VILLE DE PLEUVEN**

## **MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX**

|   |
|---|
| <b>Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)</b> |
|---|

Objet du marché

### **RENOVATION ET MAINTENANCE DE L'ECLAIRAGE PUBLIC**

#### **OBJET DU MARCHE**

Marché de travaux passé selon une procédure adaptée, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics.

Le marché concerne les travaux de rénovation des installations d'éclairage public ainsi que la maintenance s'y rapportant sur le territoire de la commune de PLEUVEN (29).

Décomposition des travaux :

- Maintenance des installations d'éclairage public
- Rénovation des installations d'éclairage public .
- Interventions exceptionnelles
- Maintenance des installations de signalisation tricolore

#### **1. INSTALLATIONS PRISES EN COMPTE**

Les installations comprennent :

18 armoires de commande, 354 points lumineux.

Ces données seront à valider à l'issue de l'inventaire initial que l'entreprise devra réaliser au cours des 3 premiers mois du marché.

Les installations prises en compte sont :

Les armoires d'éclairage public.

Les supports (Candélabre, crosses, à l'exception des poteaux béton Armé).

Les luminaires.

Les installations de signalisation tricolore

Sont exclus :

Les réseaux : réseaux commun avec EDF, et de manière générale tout câble partant de la protection de départ située dans l'armoire de commande et allant jusqu'à la protection individuelle du luminaire.

## 2. NORMES APPLICABLES

Sont applicables les normes en vigueur 15 jours avant la date de remise des offres.

- Les normes et textes ne s'appliquent qu'aux installations nouvellement réalisées ou réaménagées. Néanmoins les installations présentant des risques d'ordre électrique devront être signalées, évaluées financièrement et la Ville se devra d'y remédier.
- Durant l'exécution du présent contrat, si des textes ou normes nouveaux contribuaient à modifier sensiblement les techniques de mise en œuvre des matériels, les conséquences financières de ces modifications seraient prises en compte après négociation d'un avenant au marché.

## 3. OBJECTIFS DE LA MAINTENANCE

L'entreprise devra assurer les prestations suivantes :

- La programmation, les interventions et le suivi des opérations de maintenance préventive. Cette maintenance sera adaptée à chaque élément du patrimoine, armoires, supports, luminaires. Elle comprendra les petits matériels dits « consommables » tels que connecteurs, amorces, fusibles, liaisons filaires...
- La détection des états d'indisponibilité. A ce titre l'entreprise devra impérativement préciser dans son mémoire sa méthode de détection ainsi que la traçabilité de ses actions.
- Les interventions correctives sur les pannes courantes et leur renseignement dans l'outil de gestion. Les délais d'interventions, hors astreinte, seront les suivants :
  - o 24 h pour une rue ou un quartier en panne
  - o 72 h pour plusieurs points séparés
  - o 5 jours pour un point isolé,

Le taux annuel de pannes cumulées ne devra pas excéder 10% du parc.

- Le réglage bi annuel des horloges des organes de commandes.
- Le remplacement des lampes arrivées en fin de vie, en tenant compte des différents régimes de fonctionnement existants. L'entreprise devra assurer le stockage et la prise en charge du retraitement des lampes remplacées. Elle devra être en mesure d'en prouver la traçabilité.
- La création et la tenue à jour de la base de données du patrimoine et de la cartographie associée sur support informatique (GMAO), l'entreprise devra présenter dans son mémoire l'outil informatique qu'elle compte utiliser.

- L'établissement du rapport annuel (partie maintenance), comportant le bilan des différentes interventions.
- Les préconisations permettant l'amélioration du fonctionnement général des installations et de leur sécurité.
- Un avis consultatif sur les projets d'éclairage public,

L'entreprise détaillera dans son mémoire les moyens et la méthodologie qu'elle mettra en œuvre pour l'ensemble de ces prestations.

Les installations, créées en dehors du présent marché, bénéficieront des prestations de maintenance à l'issue de l'année de garantie. L'entreprise pourra s'opposer à leur intégration si elles ne répondent pas aux exigences de sécurité imposées par la réglementation en vigueur.

#### 4. OBJECTIFS DE LA RENOVATION

Les travaux de rénovation devront permettre à la Ville d'améliorer la sécurité de ses installations ainsi que celles des usagers, de maintenir la valeur du patrimoine, d'assurer un haut niveau de performance et de réduire les besoins en énergie, par l'apport de nouvelles technologies.

Ces travaux concerneront l'ensemble des installations allant de l'armoire de commande jusqu'à la lampe et incluant les massifs de candélabres si besoin.

Les matériels issus de la dépose des anciennes installations resteront propriété de la collectivité. Néanmoins l'entreprise se chargera d'en assurer la déconstruction et le retraitement, conformément à la réglementation.

Dans ce cadre, l'entreprise devra assurer les prestations suivantes :

- L'établissement annuel de propositions de travaux, pour répondre aux besoins exprimés ci-dessus,
- Une simulation des économies d'énergie générées par ces travaux, ainsi que l'amélioration des performances photométriques,
- La réalisation, dans les délais spécifiés par ordre de service, des travaux retenus par la Ville, avec des matériels performants et conformes aux normes,
- La mise à jour régulière de la base de données du patrimoine et de la cartographie associée,
- L'établissement du rapport annuel (partie rénovation), reprenant l'étendue des travaux réalisés et les types de matériels installés.

#### 5. CONDITIONS LIEES AUX INTERVENTIONS EXCEPTIONNELLES

Les « interventions exceptionnelles » seront consécutives aux sinistres.

Suite à son intervention de mise en sécurité, l'entreprise établira, dans les 5 jours ouvrés qui suivront, un devis détaillé de remise en état de l'installation concernée.

Cette proposition sera établie sur la base du BPU, complétée si besoin de prix complémentaires spécifiques.

La Ville adressera alors un ordre de service pour remise en état, mais se réserve la possibilité de ne pas donner suite.

## 6. SECURITE

L'entreprise est tenue de se conformer aux règles de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur sur les chantiers du BTP, notamment par le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965.

La signalisation des chantiers devra respecter les prescriptions relatives aux chantiers temporaires ou mobiles.

Tous les travaux de terrassement devront faire l'objet d'une demande de renseignement préalable permettant d'identifier à coup sûr les risques liés à la présence d'autres réseaux et de s'en prémunir.

Les besoins en élagage devront être remontés par écrit à la Ville pour que le Service Espaces Verts puisse intervenir.

L'entreprise doit présenter dans son offre la liste de son personnel habilité aux travaux sous tension réseau BTA éclairage public. Elle doit présenter ses procédures mises en place vis-à-vis des accès aux réseaux aériens gérés par ERDF.

LU ET ACCEPTE

A

LE

Le Maître de l'Ouvrage

L'entreprise